

<http://ugtg.org/spip.php?article393>



La lutte des classes à travers le monde : nou pa tou sel

- Expressions - Contributions -



Date de mise en ligne samedi 5 avril 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Pour analyser les mouvements sociaux dans le monde, il est important de comprendre dans quel contexte mondial nous sommes.

I - Contexte de la Mondialisation. C'est quoi la mondialisation ?

Ce n'est rien d'autre que la possibilité donnée au système capitaliste de se déployer avec le moins d'entraves possibles à l'échelle mondiale.

Les changements intervenus avec la chute du Mur de Berlin (1989) y ont contribué. Le moyen pour y parvenir est la Nouvelle Gouvernance, véritable corollaire de la mondialisation.

A travers cette nouvelle gouvernance, le capital international, l'impérialisme, avec les institutions à leur service (OMC, FMI, Banque Mondiale, mais aussi, l'Union Européenne, le Mercosur,...), veulent nous faire croire qu'il n'y a plus de classes, que les intérêts des travailleurs sont les mêmes que ceux des patrons et qu'il faut oeuvrer ensemble dans l'intérêt de l'entreprise. Il faut donc accompagner la mondialisation qui s'avère inévitable.

Dès lors des pressions énormes sont exercées sur l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour qu'elle devienne un instrument au service de la mondialisation et atténue son rôle. Ainsi des normes du travail sont, sous l'injonction de l'ONU et des gouvernements à la solde du capital, modifiés (modification des conventions sur le travail des enfants et l'interdiction de licenciement de la femme enceinte).

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) reçoivent de plus en plus de financement des institutions pour se substituer aux services publics participant ainsi au démantèlement des Etats.

Dans le même temps, nous assistons à une véritable capitulation de certaines organisations sensées défendre les travailleurs à travers le dialogue social et les forums sociaux.

Ces derniers s'installent de plus en plus dans un rôle d'accompagnement du système ; d'où la création de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) le 03 novembre 2006.

Pour imposer sa politique, l'impérialisme n'hésite pas à utiliser les moyens de terreur contre les travailleurs et les peuples (interventions en Irak, assassinat des membres du FARC par des militaires Colombiens en Equateur avec l'appui des USA, menaces contre le Venezuela, occupation d'Haïti, nettoyage ethnique à la Nouvelle Orléans suite au passage de l'ouragan Katrina,.....).

II - Quelle est la résistance des travailleurs et des peuples ?

Comme en Guadeloupe, partout dans le monde les travailleurs et les peuples résistent :

- **Aux USA :**

Après la grève des ouvriers de Général Motors (73 000 ouvriers ont répondu à l'appel de leur syndicat UAW), aujourd'hui c'est chez Chrysler que la grève survient ;

Le Président général du syndicat des Teamsters, Jim Hoffa, dénonce le vote du TLC avec le Pérou par les Démocrates et déclare : « *J'ai vu des familles détruites et des communautés dévastées alors que les entreprises américaines s'en vont à cause des traités. Sommes-nous sensés croire qu'ils sont bons pour notre économie ? Je ne crois pas. Des traités comme celui-là sont en vigueur en Amérique Latine depuis des années, et ils n'ont rien fait pour améliorer les conditions de vie. Il ya des millions de travailleurs au Mexique qui vivent bien plus mal à cause de NAFTA. C'est de cela qu'il s'agit à nouveau* »

• AMERIQUE LATINE, AMERIQUE CENTRALE

La situation est dominée par la stratégie de l'impérialisme occidental, de l'impérialisme US surtout, à travers les Traités de Libre Commerce (TLC).

Cette politique des TLC a été impulsée sur le continent américain par l'entrée en vigueur en 1994 de l'Accord de Libre Echange de l'Amérique du Nord, ALENA ou NAFTA.

Les conséquences de ces traités dans ces pays :

- Au CHILI, 4 ans après l'entrée en vigueur, les importations américaines ont doublé.
- En Amérique Centrale et notamment en République Dominicaine, elles ont augmenté de 13%.
- Concernant les TLC avec le Pérou, la Colombie et le Panama en cours de ratification par le Congrès américain, Bush explique :
« Aujourd'hui, ces 3 pays bénéficient d'un accès détaxé au marché américain pour à peu près tous leurs produitsPourtant, quand nous exportons nos produits chez eux, la plupart sont soumis à d'importants tarifs douaniers. Nos traités de libre commerce permettraient d'éliminer ces barrières ».
- Au Mexique le taux de pauvreté est passé de 27% à 40% avec NAFTA.
- La Loi Hope en Haïti signée au mois de mars 2007 impose ses conditions qui au dire de syndicalistes haïtiens va accroître la misère et l'exploitation.(1800 licenciements dans le cadre de la privatisation des Télécommunications , la Téléco et EDH) On peut citer : « *Haïtidoit pratiquer ou encore s'engager à pratiquer le libéralisme tant au niveau politique qu'économique(.....) ; ne doit, en outre, adopter aucune mesure allant à l'encontre des intérêts économiques et politiques des Etats -Unis* ».....

III - Les travailleurs et les peuples n'acceptent pas.

L'impérialisme US s'est heurté à la vague révolutionnaire des peuples de plusieurs pays d'Amérique du Sud contre le pillage de leurs ressources naturelles et le diktat de la dette et des privatisations (Bolivie, Venezuela,).

Ceci permis d'unifier le combat pour le non à l'ALCA notamment par :

- **La conférence contre l'ALCA en Dominique en octobre 2003** organisée par le NWU, le DTU à laquelle a participé une délégation de l'UGTG ;
- **La conférence continentale contre l'ALCA en décembre 2003 à Sao Paulo(Brésil)** ; un camarade de l'UGTG y a aussi participé ;

Cette politique de soumission à Bush se heurte directement à la vague révolutionnaire qui a soulevé les peuples du Venezuela, de Bolivie, d'Equateur, du Mexique

- **Au Venezuela** où les masses ont porté au pouvoir Hugo Chavez sur un programme de défense de la souveraineté de la nation. Ce dernier avec l'appui des masses a déjoué les plans des patrons et des

multinationales (tentatives de coups d'Etat, référendum pour l'invalider) et a pris les mesures en conséquence contre l'impérialisme :

1. Nationalisations (pétrole, électricité) ;
2. Redistributions des terres aux petits paysans ;
3. L'initiative de retrait du Venezuela du Fond Monétaire International, FMI ;

Le principal syndicat de travailleurs, l'UNT, Union Nationale des Travailleurs qui prend une part active dans ce combat de résistance est aussi victime de provocations et d'attaques diverses :

1.
 1. par la Fedécamaras, le patronat vénézuélien qui avait porté plainte contre lui auprès de l'OIT pour contester sa représentativité ;
 2. par des attaques internes contre son indépendance (voir l'élection des instances et des représentants).
- **En Bolivie** où, une série de soulèvements, à l'initiative notamment de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et du syndicat des mineurs, commencés en 2004, ont porté au pouvoir Evo Moralès, après avoir fait tomber plusieurs gouvernements liés à Washington.
Ainsi E. Moralès a été amené à décréter la nationalisation des hydrocarbures le 1er mai 2006.
Face aux menaces sécessionnistes des oligarchies pro-impérialistes de la région de l'est où sont concentrés les ressources naturelles, et à la proposition de déplacer la capitale à la ville de Sucre, les travailleurs et les jeunes sont descendus massivement dans les rues de La Paz, capitale, à 500 000, le 5 octobre 2007.
Conférence continentale en Bolivie en aout 2005 à l'initiative du syndicat des mineurs et l'Entente.
- **En Equateur** où le mouvement des masses a porté au pouvoir Corréa. Des dizaines d'organisations de la classe ouvrière et populaires se sont soulevées contre l'agression militaire du 1er mars 08.
- **Au Pérou** où il y a eu une grande grève générale contre le traité de libre commerce avec les USA, les 11 et 12 juillet 2007 appelée conjointement par tous les syndicats ouvriers et paysans, la CGTP en particulier.
Suite à cette grève une Assemblée populaire a été constituée dans la région de Arequipa, ce qui dépêché les autorités sur place.
- **Au Costa Rica** il y a eu une manifestation de 150 000 personnes le dimanche 30 septembre 2007 contre le traité de libre commerce dans le cadre de la préparation du référendum qui devait se prononcer là - dessus le 7 octobre 2007.
Le oui est passé de justesse avec 51 000 voix d'écart avec la fraude selon le Mouvement patriotique qui rassemblait les partisans du non.
- **Le cas du Brésil** où Lula, ancien syndicaliste, a été lui aussi porté au pouvoir par les masses populaires fin 2002 mais depuis plusieurs années a pris la responsabilité de faire le mouvement inverse au service de l'impérialisme : privatisations des services publics, refus de mettre en place la réforme agraire (de donner les terres aux sans-terres), l'occupation d'Haïti par les troupes de l'ONU, la MINUSTAH, se fait sous commandement du Brésil qui fournit le contingent le plus important (1211 soldat sur 7080).
Ce qui provoque des mouvements de mécontentements et des manifestations du MST, contre les privatisations (marche de 20 000 jeunes et travailleurs avec leur syndicat, la CENTRALE UNIQUE des TRAVAILLEURS, la CUT, à Brasilia le 15 août dernier et les 3,5 millions de signatures pour un référendum en faveur de la renationalisation de la Vale de Rio Doce). Malgré tout Lula poursuit sa politique avec la privatisation de 720 km de voies ferrées
- **En Haïti** : Malgré la situation de violence, de misère, imposée aux travailleurs et au peuple, et les conditions très difficiles d'exercice de la lutte syndicale, les masses cherchent à se battre :

La lutte des classes à travers le monde : nou pa tou sel

1. Contre l'occupation du pays par la MINUSTAH qui vient d'être renouvelée par l'ONU ;
2. Contre la loi HOPE qui est en plus une « véritable arnaque car les 50 000 emplois directs et 150 000 indirects »selon un dirigeant syndical haïtien.

- **En République Dominicaine** : grèves générales courant premier semestre 2004 ont conduit à la chute du gouvernement ; plusieurs mouvements des étudiants et des travailleurs courant 2007, le dernier en octobre ;
- **Dans les autres pays de la Caraïbe** les travailleurs et les peuples résistent aussi : C'est le cas à Trinidad (grève à Digicel), à la Barbade (grève pour le respect des conventions fondamentales de l'OIT), à la Dominique (grève en fin février 2008 dans l'entreprise de José Gaddarkhan).

UGTG - XII Congrès

Avril 2008